

Favoriser la **construction** de **l'espace** méditerranéen

AUTOUR DE PROJETS D'INTÉRÊT PARTAGÉ

La Méditerranée est unique à bien des égards, par son milieu, son climat bien sûr, mais surtout une histoire partagée et des cultures en interaction tout au long des siècles. Cette proximité trouve également sa traduction dans des problèmes communs : l'aménagement du Littoral, le développement urbain, la gestion de l'eau sont autant de défis conjoints au nord et au sud de la mare nostrum, et qui donnent sens à une approche concertée.

Les enjeux de la politique européenne de développement vis-à-vis de la région méditerranéenne sont donc profondément influencés par la géographie. Ils posent la question multiforme de la gestion d'une très forte proximité qui peut être féconde et/ou conflictuelle, avec les conséquences économiques, politiques et culturelles qui en découlent. C'est pourquoi nos réflexions doivent s'appliquer à l'espace euroméditerranéen dans une logique de solidarité régionale concrète.

Des fractures économiques et politique

Or, ces problématiques partagées s'accompagnent de la persistance d'une fracture de plusieurs ordres (1). Fracture économique tout d'abord : la Méditerranée marque en effet le plus grand différentiel de richesses du monde entre deux régions contiguës, quasiment le double du différentiel entre les États-Unis et le Mexique. La croissance au sud de la Méditerranée, qui s'est établie autour de 4% ces dernières années semble, malgré de belles performances, demeurer insuffisante pour réduire ce différentiel. Les éléments explicatifs sont de plusieurs ordres. Ils relèvent tout d'abord de la trop faible attractivité de la région, marquée par l'insuffisance des investissements directs étrangers (IDE), notamment en provenance d'une Europe qui est loin d'investir en Méditerranée comme les États-Unis le font en Amérique Latine et le Japon, en Asie du Sud-est. Ils procèdent également des forts taux de chômage de ces pays, qui s'élèvent dans certains cas jusqu'à 15%.

Ce constat porte en lui les conditions d'une autre fracture, d'ordre politique cette fois. Car les disparités dans la répartition des richesses et l'accès aux services essentiels peu-

vent constituer le terreau de ressentiments et frustrations, en particulier chez les populations jeunes.

Or, on peut puiser dans l'Histoire autant de mythes fondateurs de convergences que de divergences. Les médias mettent l'accent sur les uns ou les autres au gré des circonstances et des époques. Aujourd'hui, le fossé se creuse et il est urgent d'encourager un regard nouveau des Méditerranéens sur eux-mêmes.

Face à cet impératif, le Processus de Barcelone, initié en 1995, s'est efforcé d'apporter des réponses coordonnées. Et il a obtenu un certain nombre de résultats. Il a ainsi constitué un espace de dialogue, sensibilisé les Européens aux problèmes du Sud, permis des financements considérables dans le cadre de programmes ou fonds européens (MEDA et FEMIP), et enfin favorisé la coopération dans certains domaines précis (sécurité, migrations). Toutefois, ce Processus n'a pas débouché sur une vision d'avenir structurée. Faute de perspective d'union régionale et sans projet de rapprochement, il n'a pas permis de mobiliser nos partenaires méditerranéens, ni de les faire entrer dans une trajectoire organisée de convergence. À elle seule, la perspective de création d'une zone de libre-échange ne pouvait suffire à bâtir cette vision commune.

La première fonction du projet d'Union pour la Méditerranée est de proposer une telle vision. Et c'est autour d'une « union des solidarités concrètes », au caractère à la fois ambitieux et pragmatique, que nous devons construire le cadre de notre action en Méditerranée (2). Il s'agit ainsi de fédérer les énergies autour de projets communs d'intérêt mutuel, ayant un fort effet d'entraînement en faveur d'une convergence économique durable.

Il s'agit ainsi de fédérer les énergies autour de projets communs d'intérêt mutuel, ayant un fort effet d'entraînement en faveur d'une convergence économique durable.



Par Jean-Michel Debrat,
directeur général adjoint
de l'Agence française
de Développement.



Des défis majeurs

Telle est la condition pour pouvoir déterminer les réponses efficaces face à la « Méditerranée des défis ». Le premier de ces défis étant celui de la croissance économique, qui demeure l'enjeu numéro un au sud de la Méditerranée. Car une croissance forte et soutenue est indispensable pour absorber l'arrivée massive des jeunes sur le marché du travail. Un obstacle qui sera levé d'ici une vingtaine d'années, à l'issue desquelles la transition démographique de la région sera achevée, mais qui est aujourd'hui créateur de fortes inégalités sociales. Imaginons les frustrations créées par des taux de chômage dépassant 50 % chez les jeunes dans la plupart des pays concernés, et même si ces derniers ont très souvent bénéficié d'une solide formation.

Dans le même temps, le défi environnemental auquel est confrontée la région est des plus préoccupants. Stress hydrique, problèmes d'aménagement du Littoral, de pollution marine, de tourisme non durable : les pressions sur les ressources naturelles de la région sont largement accentuées par l'expansion démographique et le réchauffement climatique. La préservation de notre patrimoine environnemental commun doit aujourd'hui se trouver au cœur de nos priorités. Car il est de l'intérêt de l'Union européenne dans son ensemble, comme de tous les riverains, que la Méditerranée soit traitée comme un véritable bien public régional.

L'outil AFD

L'AFD, par son expérience dans la zone et les projets qu'elle soutient, cherche à combattre les inégalités géographiques et sociales, et à contribuer à la mise à niveau des entreprises pour faciliter l'arrimage des économies de la région à l'économie européenne. Deux grands axes guident sa collaboration avec les pays de la région méditerranéenne.

Le « croître ensemble » se trouve au cœur de notre action. Car, c'est en renforçant la compétitivité de la zone que nous favoriserons son insertion dans l'économie mondiale. Cela passe par l'appui à l'ouverture économique, mais également par une meilleure valorisation du capital humain. Le soutien à l'emploi et la formation est donc au centre de l'action de l'agence. La compétitivité passe également par le renforcement du tissu des PME, par l'amélioration de leur environnement économique, et par leur ouverture graduelle à la problématique de la responsabilité sociale et environnementale, qui facilitera leurs interactions avec l'Europe et leur ouverture au monde. C'est pourquoi l'AFD encourage et accompagne les entreprises de la région, notamment en Turquie, dans leur mise aux normes RSE.

Mais il s'agit également de relever le défi du « vivre ensemble » autour de notre mer commune. Une gestion efficace de l'eau, l'amélioration de l'habitat, le développement des énergies renouvelables et la maîtrise de la demande en énergie constituent des enjeux majeurs et partagés. Comme l'illustrent les travaux du Plan Bleu, le caractère non soutenable de la croissance et de la gestion des territoires dans de nombreux pays

méditerranéens doit retenir notre attention. C'est tout le sens des projets de dépollution menés par l'agence, par exemple en Égypte ou en Jordanie, et du partenariat environnemental développé avec certaines municipalités en Turquie. En outre, l'aménagement des territoires conditionne pour une large part les inégalités spatiales, et donc certains types de tensions. Ce qui soulève avec force la question du devenir des zones rurales, de l'aménagement urbain, et de l'homogénéité des territoires. C'est pourquoi l'AFD soutient dans la zone de nombreux projets en faveur d'infrastructures de proximité, tel que les métros de Tunis et d'Istanbul, ou des infrastructures urbaines dans les territoires palestiniens. Elle cherche à améliorer l'habitat citoyen, par exemple au Liban, et à favoriser la desserte des zones rurales, comme au Maroc.

Enfin, la santé publique est un axe de travail majeur, compte tenu de l'évolution des pathologies et du vieillissement prévisible de la population de la région. Ainsi, le projet de « pôle technologique » santé, soutenu par l'agence au Liban, permettra de développer et de valoriser les activités de recherche dans ce domaine crucial. Aucun des problèmes concrets de la région méditerranéenne n'apparaît insoluble, dès lors que l'on trace un objectif clair susceptible d'ordonner sur le long terme les investissements nécessaires. C'est précisément le rôle d'un projet politique que de donner ce cap. En ce sens, l'Union pour la Méditerranée devra continuer d'offrir une véritable perspective dans laquelle peuvent s'insérer de manière cohérente et efficace des projets concrets allant dans le sens du développement de la région.

Jean-Michel Debrat

- (1) Voir « La Méditerranée : concentré des fractures planétaires » par Jean-Michel Severino, *Le Monde Économie*, 20 novembre 2007.
- (2) Voir « L'Union pour la Méditerranée : un défi européen » par Denis Bauchard, *Politique Étrangère* 2008/1, Printemps, p. 51-54.

PHOTOS À GAUCHE :

- 1) Port de Tripoli. (© medea.com)
- 2) Maroc - Casa Marwa. (© AFD)
- 3) Médina Tunis. (© AFD)
- 4) Port d'Agadir. (© BM)